

## 2. Tensions religieuses

Les institutions démocratiques en Inde sont bien établies et devraient se maintenir, constituant ainsi le pilier de la stabilité politique. Les craintes que les groupements politiques et religieux intégristes comme le Bharatiya Janata Party (BJP) puissent menacer le caractère laïc farouchement préservé de l'Inde ne se sont pas vérifiées. L'Inde pourrait connaître un climat politique davantage pluraliste que par le passé, mais les électeurs ont démontré, au cours d'une récente élection tenue au coeur de la partie hindoue du pays, que les questions économiques et sociales sont plus importantes que le fanatisme religieux. Le risque de voir éclater d'autres incidents violents, comme l'attaque de décembre 1992 contre la mosquée d'Ayodhyā par des intégristes hindous, a grandement diminué. Les pouvoirs publics font respecter la loi et l'ordre.

## 3. Agitation à l'échelle régionale

En Inde, la stabilité politique a toujours été relative. Un gouvernement central fort a été en mesure d'assurer l'unité de ce pays si divers aux plans ethnique, religieux et culturel. Toutefois, les tensions étaient vives dans les régions, où l'on notait de nombreuses pommes de discorde. New Delhi n'a jamais hésité à recourir à des mesures extra-parlementaires pour faire appliquer la loi et l'ordre dans les régions, ou pour gouverner par décrets présidentiels. Le gouvernement central demeure préoccupé par l'agitation et les mouvements sécessionnistes au Cachemire, au Pendjab, dans le Nord-Est et dans l'extrême Sud. La situation au Cachemire est la plus sombre, surtout en raison des mouvements de sédition en provenance du Pakistan. Le Pendjab est parvenu à un certain degré de stabilité, mais les mesures dures qui ont été prises pour y parvenir ont laissé un fond de ressentiment, notamment au sein de la communauté sikh. La région éloignée du Nord-Est s'estime négligée, les tribus de cette région ne se sentant aucune affinité avec les dirigeants de Delhi.

## 4. Enjeux sociaux

Le gouvernement indien est confronté à un défi de taille : répondre aux préoccupations politiques et économiques des régions éloignées, et résoudre les problèmes sociaux qui affligent des millions de pauvres. Le gouvernement a progressivement pris des mesures pour améliorer la situation. Le programme de réformes économiques fait partie des efforts visant en particulier la situation socio-économique de l'Inde. Le gouvernement a néanmoins ralenti le rythme de réformes au cours des derniers mois, en raison de ses confortables réserves de devises, de la nécessité de s'occuper des questions sociales et des conséquences d'une inflation supérieure à 10 %. La réforme en Inde doit être un processus judicieusement dosé. Sinon, les désordres sociaux peuvent facilement éclater et les disparités régionales, s'exacerber.